



# DDSP 91

## Compte rendu d'audience

PARIS, le 12 décembre 2019



Le 10/12/2019, une délégation Alternative Police comprenant notre Secrétaire National et notre Délégué Départemental pour le 91 était reçue à la DDSP 91 par l'Adjoint au Chef du SGO, afin de recueillir les éclaircissements nécessaires sur la réforme territoriale sur le point d'impacter l'Essonne, et de mettre en avant les intérêts de nos collègues sur les problématiques majeures du secteur.

- **Réforme territoriale** : une mise en place prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre 2020.
- **Passage en « 12h08 »** : Alternative Police s'est assuré de l'uniformisation des nouveaux cycles horaires pour chaque agglomération.
- **Stands de tir en Essonne** : Alternative Police déplore qu'un seul stand soit actuellement ouvert, mais salue la qualité des travaux réalisés sur le site d'Evry.
- **Hausse du niveau de délinquance dans le 91** : Alternative Police alerte sur le manque d'effectifs sur la zone et sur l'insuffisance des habilitations de type « COUGAR » pour assurer la maintien de l'ordre.

## LA RÉFORME TERRITORIALE

### ➔ Une première phase avec les BAC

La réforme des BAC a d'ores et déjà eu lieu au 1<sup>er</sup> octobre dernier. Elle était nécessaire car les BAC locales souffraient d'un tel manque d'effectifs que certaines ne pouvaient simplement plus fonctionner. Dans le cadre de la première phase de la réforme, du matériel et des véhicules neufs ont été attribués aux cinq BAC d'agglomération.

Cette évolution concernait plus de 250 personnels, dont les retours positifs soulignent l'opérationnalité de la réforme d'agglomération à venir.

La réforme générale interviendra le 1<sup>er</sup> septembre 2020, et impactera des centaines de fonctionnaires. Alternative Police met en avant l'opportunité de profiter des mouvements de personnels à venir pour réaliser des travaux sur les sites d'accueil, et améliorer ainsi les conditions de travail des collègues.

1



Bureau Île-de-France

52, rue Crozatier 75012 PARIS  
01.42.38.57.61



### Quelles perspectives concrètes ?

Alternative Police-CFDT vous informe avec précision sur l'organisation du nouveau modèle de fonctionnement .

Cinq commissariats principaux regrouperont les différents commissariats de secteurs : Evry, Montgeron, Juvisy, Palaiseau, et Sainte-Geneviève-des-Bois seront les têtes d'agglomération.

Un Commissaire Divisionnaire sera en charge de chaque agglomération, et dans chacun de ces commissariats, seront mises en place une partie « voie publique » et une partie « investigation ».

Le but principal poursuivi par la réforme est de regrouper le maximum de fonctionnaires sur chaque tête d'agglomération afin de gagner en force de frappe opérationnelle.

Alternative Police souligne les difficultés immobilières que soulèvent une réforme d'une telle ampleur, mais obtient l'engagement de l'Adjoint au Chef du SGO que tout sera mis en œuvre pour que la réforme soit effective dans les meilleures conditions en septembre 2020.

### Alternative Police demande une totale transparence sur les mutations à venir.

Alternative Police-CFDT prend note que l'organigramme définitif n'est à ce jour pas validé, mais nous savons bien qu'il n'y aura qu'un état major, un BOE, et un secrétariat pour chaque tête d'agglomération.

Plusieurs effectifs de ces services seront donc potentiellement remis sur le terrain, et nous insistons sur l'impérieuse nécessité de prendre en compte la situation de chaque fonctionnaire dans le cadre de cette évolution. C'est en ce sens que nous obtenons l'engagement que dès le mois de mars 2020, chaque fonctionnaire concerné sera avisé de son devenir.

Un recensement des souhaits, par fiches de priorités, sera effectué au préalable en janvier. Cette politique est validée par la DDSP, qui assure vouloir faire le maximum pour éviter toute mutation « hors choix ». Alternative Police en prend bonne note, et insiste sur l'importance capitale qu'il y aura à gérer les cas difficiles de façon spécifique.

### Quel stationnement pour les véhicules personnels après la réforme ?

Alternative Police n'est pas sans savoir que de tels mouvements de personnels ne manqueront pas d'entraîner des problèmes pratiques pour les agents, et c'est avec force que nous demandons l'attribution ou la sauvegarde des places de parking pour les véhicules personnels des fonctionnaires sur les futures têtes d'agglomération.

Nous prenons acte que des travaux sont en cours en ce sens, notamment sur Evry, et que des recherches de solutions concrètes sont effectuées concernant les autres sites, entre autres par le biais d'accords conclus avec les mairies locales.

Nous suivrons avec attention les suites données à ces démarches, et reviendrons si besoin défendre nos collègues pour que les meilleures conditions d'exercice de leurs fonctions leur soient offertes dans le cadre de la réforme.



## Nouveaux cycles horaires en Essonne

### **Le passage aux « 12h08 » est fortement envisagé pour le secteur.**

Conscient de l'augmentation exponentielle du niveau de délinquance dans le 91 et du rythme de travail soutenu que cela engendre pour les agents, Alternative Police met en avant les grandes difficultés qu'un tel cycle occasionnerait pour les collègues « nuiteux ».

Nous demandons à ce que toutes les possibilités soient étudiées pour leur permettre de conserver un rythme de vie satisfaisant.

Toujours dans le cadre du changement de cycle horaire, mais cette fois du point de vue opérationnel, nous insistons sur la nécessaire uniformisation des cycles sur chaque agglomération.

La date officielle de changement de cycle n'est pas fixée pour l'heure, ni même l'exact bornage horaire envisagé.

**Alternative Police alerte la DDSP sur les légitimes inquiétudes de nos collègues face aux risques réels de désorganisation des rythmes de vie qu'impliquerait un changement de cycle trop soudain, et prend acte de l'intention de la DDSP d'informer les fonctionnaires concernés dès le mois de janvier prochain.**

## Les stands de tir en Essonne

### **Au lendemain de la fermeture du stand de tir de Palaiseau, Alternative Police-CFDT demande un état des lieux précis des stands de tir du secteur.**

Nous faisons part à notre interlocuteur de notre engagement pour obtenir que les stagiaires et les moniteurs aient accès à des stands répondant aux normes d'hygiène et de sécurité.

Le stand de tir de Palaiseau est fermé car il connaît un affaissement de son plafond ainsi qu'un problème de soufflerie. L'Adjoint au Chef du SGO nous assure que le SAI est avisé et que des travaux sont prévus.

Concernant le stand d'Evry, réouvert le 09/12/2019 après d'importants travaux de mise aux normes, Alternative Police salue la qualité des rénovations effectuées.

**Le stand a été intégralement refait (soufflerie, pièges à balles et circuit pour le personnel d'entretien) et des essais pour la qualité de l'air ont été réalisés. Nous apprenons que l'installation d'une ciblerie automatisée est même prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021.**



## Recrudescence de la violence dans le 91

➔ **Alternative Police-CFDT met en garde sur l'augmentation du niveau de délinquance que connaît le 91, et sur les conséquences directes que cela engendre pour nos collègues.**

Violences urbaines, trafic de stupéfiants et cambriolages impactent durement les villes d'Etampes, Montgeron, Corbeil et Grigny. Face à cette réalité professionnelle à laquelle sont confrontés les fonctionnaires de l'Essonne, Alternative Police alerte sur le manque d'effectifs et d'habilitations de type « COUGAR » alloués au secteur.

La DDSP dit avoir entrepris des efforts en ce sens, concernant les moyens de protection pour le MO, l'armement et le parc automobile.

Bien conscient de l'importance de ces questions, Alternative Police restera vigilant face à leur prise en charge.



**Alternative Police CFDT se félicite de cet échange approfondi et constructif avec l'Adjoint au Chef du SGO.**

**Alternative Police-CFDT met une fois encore tout en œuvre pour informer nos collègues sur les sujets qui impactent véritablement leur vie personnelle et professionnelle. Nous emploierons toute notre énergie et notre détermination pour défendre les intérêts des policiers concernés par la mise en application de la réforme territoriale dans le 91.**

